



COMMUNIQUÉ

Front commun secteurs public et parapublic Un appel à trouver des solutions négociées aux problèmes de nos services publics

MONTRÉAL, le 20 mars 2010 – À quelques jours de l'échéance des conventions collectives des employés des secteurs public et parapublic, des milliers de personnes, membres et amis du Front commun SISP-CSN-FTQ provenant de toutes les régions du Québec, marchent dans les rues de Montréal afin de rappeler au gouvernement que les solutions pour améliorer les services publics passent par la voie de la négociation.

La présidente du Conseil du trésor a appelé, hier, à un blitz de négociation tel que le souhaitait le Front commun. Il accueille positivement cette annonce, mais jugera l'arbre à ses fruits. « À d'autres occasions, notamment le 19 février dernier, la présidente du Conseil du trésor avait annoncé une période d'intensification de la négociation dont nous n'avons jamais vu la couleur. Nous demeurons prudents et constaterons la semaine prochaine le niveau de détermination du gouvernement. Les organisations syndicales membres du Front commun sont disponibles pour négocier intensivement, mais rappellent qu'il n'y aura pas d'entente globale sans que ne soient intervenues des ententes au niveau sectoriel. Cela signifie que pour atteindre l'objectif du 31 mars, les travaux sectoriels doivent impérativement débloquer et le gouvernement doit démontrer sa bonne foi en retirant certains des irritants majeurs qui empêchent d'avancer », expliquent les représentantes et représentants du Front commun.

Assurer la pérennité des services publics

« Ces négociations sont cruciales pour l'avenir des services publics en santé, en éducation, pour la sécurité des personnes et la protection de l'environnement. Le gouvernement doit entendre le message de ces milliers de citoyennes et citoyens réunis aujourd'hui pour demander des solutions concrètes aux problèmes vécus dans les milieux de travail et qui ont un impact direct sur les services à la population », affirme la présidente de la CSN, Claudette Carboneau.

Des centaines de personnes, des syndiqués du secteur privé et des groupes communautaires se sont joints à la manifestation pour appuyer les revendications du Front commun. Pour ces personnes, les services publics nous concernent tous puisqu'ils sont issus des choix collectifs de la société québécoise. Ils assurent un filet de sécurité sociale essentiel et constituent le meilleur outil de redistribution de la richesse.

« Par le passé, le secteur public faisait l'envie de plusieurs autres secteurs de la société, mais ce n'est malheureusement plus le cas aujourd'hui. Les retards salariaux qui s'aggravent année après année et les conditions de travail qui se sont détériorées font en sorte que le secteur public a perdu ses lettres de noblesse », ajoute le président de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), Michel Arsenault.

Pour le Front commun, « il est urgent d'opérer un virage afin d'assurer la pérennité des services publics, d'y attirer et d'y retenir une main-d'œuvre compétente. La pénurie de personnel se fait déjà sentir dans toutes les catégories d'emplois depuis plusieurs années. De plus, elle va s'aggraver, à cause des départs massifs à la retraite, de mauvaises conditions de travail et d'une rémunération non concurrentielle. Les secteurs de la santé, de l'éducation et de la fonction publique sont de moins en moins attrayants et plusieurs sont séduits par l'entreprise privée qui offre de meilleures conditions de travail et des salaires plus élevés », confirme la porte-parole du Secrétariat intersyndical des services publics (SISP), Dominique Verreault.

Revendications

Le Front commun revendique des hausses de salaire de 2 % par année afin de protéger le pouvoir d'achat des salariées et des salariés. De plus, il veut entreprendre un rattrapage salarial afin de rendre les salaires versés dans le secteur public plus concurrentiels. À cet égard, il demande un rattrapage salarial annuel de 49 cents l'heure en moyenne, ce qui équivaut à 1,75 % du salaire moyen.

À propos du Front commun

Le Front commun regroupe 475 000 personnes salariées des services publics. Il s'agit des fonctionnaires et des professionnels du gouvernement, des travailleuses et travailleurs syndiqués des réseaux de la santé, de l'éducation et de certains organismes gouvernementaux. Le Front commun est formé du SISP (CSQ, FIQ, SFPQ, APTS et SPGQ), de la CSN (FSSS, FEESP, FNEEQ, FP) et de la FTQ (SCFP, SQEES, SEPB, UES).

– 30 –

Sources : SISP, CSN, FTQ

Renseignements : Marjolaine Perreault, SISP : 514 235-5082
Jean-Pierre Larche, CSN : 514 605-0757
Jean Laverdière, FTQ : 514 893-7809